Les voix des Maliens sur le renouveau politique

OBSERVATOIRE CITOYEN SUR LA GOUVERNANCE ET LA SÉCURITÉ

DÉCEMBRE 2021

OCGS
Observatoire Citoyen sur la Gouvernance et la Sécurité

Sommaire

01 Contexte et objectifs > page 4

02 Le mode d'accès au pouvoir politique au Mali > page 5

03 L'utilité des représentants (pouvoirs publics) > page 10

04 L'équilibre des pouvoirs > page 13

05 La diversité > page 15

06 Le processus de refondation > page 16

Annexes > page 18

01 Contexte et objectifs

Pour répondre à l'objectif de mobilisation effective de toutes les couches de la société l'Union des jeunes pour la Paix et la nation Africaine a initié en 2020 l'organisation d'un processus de réflexion pour la refondation de la gouvernance et de la démocratie au Mali. Avec l'accompagnement du **NIMD** ce processus a abouti à l'élaboration d'un rapport qui reprend des points de vue d'acteurs de différentes aires culturelles du pays sur le modèle de démocratie qui conviendrait. Le projet, « **renforcer le débat démocratique au Mali** », est pensé à la suite de cette initiative. Il vise à rendre concrets les différents points de vue et opinions et à créer un cadre de communication entre acteurs politiques, citoyens et décideurs dans le cadre du processus de refondation en cours dans le pays.

C'est dans ce cadre que le présent sondage a été mené afin d'obtenir les données probantes sur l'adhésion ou la non adhésion de la population à certaines réformes politiques et institutionnelles qui doivent être engagées dans le cadre de la refondation au Mali.

Le présent sondage a interrogé 418 maliens à parité homme-femme. Ses résultats sont combinés avec ceux d'une enquête de perception réalisée par OCGS dans les régions de Sikasso, de Mopti, de Gao et dans le district de Bamako. Elle a été conduite auprès de 360 maliens dont 37% de femmes soit 129 femmes, 46 jeunes hommes et 46 jeunes filles. Ainsi, ce rapport présente des données recueillies auprès de **778 maliens**. Tout en faisant ressortir les perceptions des communautés sur le contexte politique dans le pays ainsi que les rapports qu'elles entretiennent avec les représentants de l'État, l'enquête fait la synthèse des principales tendances ressorties des citoyens sur les thématiques à l'étude :

1. Le pouvoir politique au Mali : mode d'accès et légitimité des représentants.

2. L'équilibre des pouvoirs et la place des contre-pouvoirs dans le jeu démocratique au Mali.

3. La gestion de la diversité sociale, culturelle, économique et religieuse au Mali.

02 L'accès au pouvoir politique et la confiance aux autorités au Mali

Une grande majorité des répondants (72%) désignent les élections comme le modèle approprié pour un meilleur choix des personnes qui doivent diriger l'État ; suivi de loin par les moyens militaires (coups d'état – 10%) et la succession (8%). Les habitants de Mopti sont les plus conquis par la voie des élections (76%). Sikasso est la région où les coups d'état militaires sont les plus plébiscités avec 13%. Ce dernier moyen est également plus énuméré par les femmes avec 11% contre 8% pour les hommes.

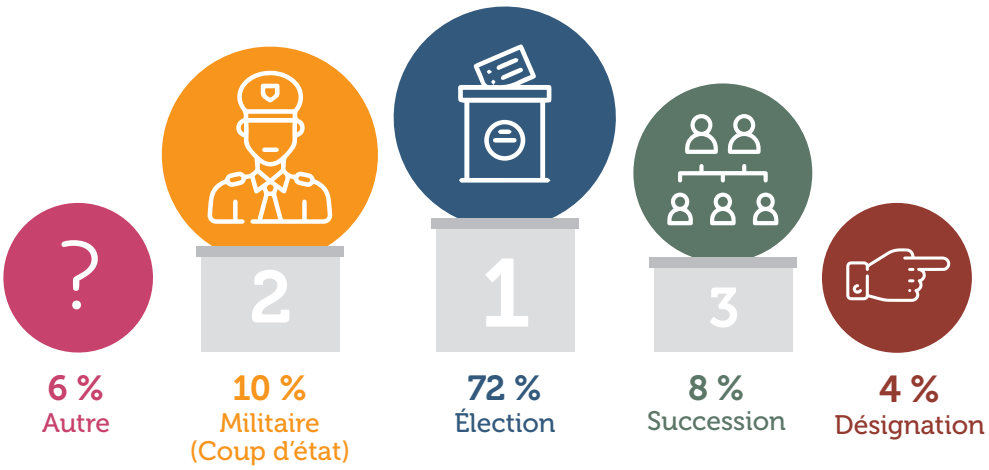
Au moins la moitié de la population des régions de Gao, Mopti, Sikasso et Bamako ont connaissance de la présence des représentants de l'Etat. Les plus connus sont Le Président (97%), les Gouverneurs (73%) et les Préfets (63%).
Sur la question de la confiance aux représentants de l'Etat, seuls le Président (82%) et les Gouverneurs (54%) bénéficient de la confiance de plus de la moitié de la population des régions de Gao, Mopti, Sikasso et Bamako. Les Préfets (44%), les Sous-préfets (39%), et les Agents techniques (35%), bénéficient de la confiance d'une part considérable de la population.

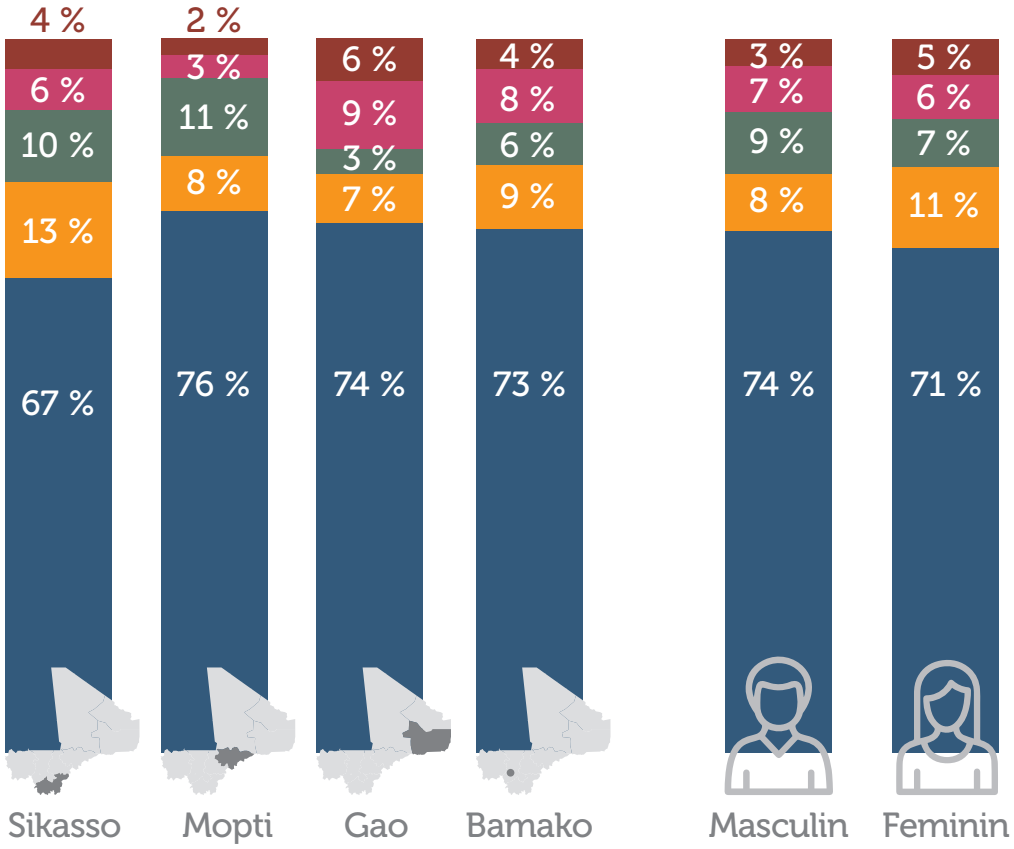
Les autorités traditionnelles bénéficient d'une grande confiance de la population des régions de Gao, Mopti, Sikasso et Bamako (76%); bien plus élevée que la confiance accordée aux élus et personnels des collectivités locales (56%).

Néanmoins, sur la question de la légitimité, les autorités traditionnelles sont indiquées moins légitimes que les autorités représentantes de l'Etat.

72% des répondants désignent les élections comme le modèle approprié pour un meilleur choix

Selon vous, quel est le modèle approprié pour assurer un meilleur choix des personnes qui doivent diriger l'État ?





L'accès au pouvoir politique

> 81,3% des personnes rencontrées n'ont pas confiance au mode d'accès actuel au pouvoir politique qui est l'élection. Les 18,7% qui ont confiance sont généralement installés dans les grandes villes à Bamako et à Mopti.

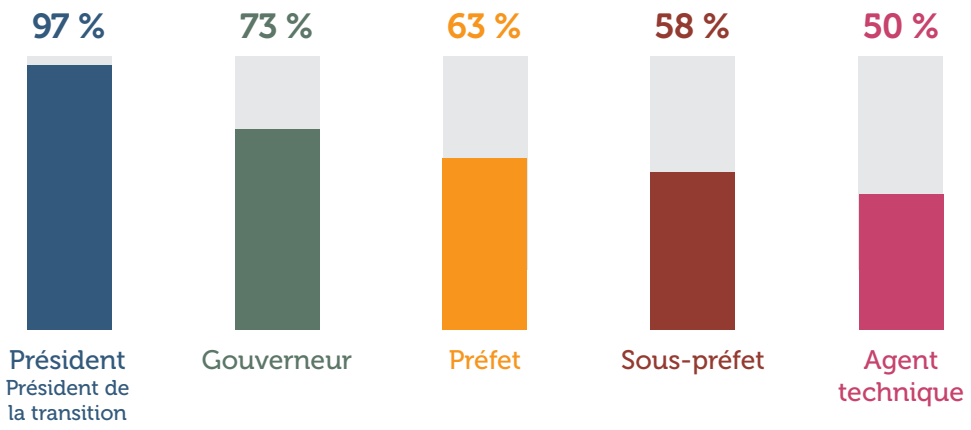
> Pour une grande majorité de citoyens rencontrée au cours de l'enquête (plus de 80%), le vote doit être obligatoire pour tous les maliens. Ils estiment par contre que ce caractère obligatoire du vote devrait s'accompagner par des actions d'éducation et de sensibilisation.

> Une partie des personnes rencontrées (76%) estiment que l'institution de grands électeurs à travers un collège formé par les autorités traditionnelles et religieuses (Chefs de villages/quartiers et imams) permettrait de mieux prendre en compte les voix des citoyens dans les processus électoraux.

> Plus de 80% des citoyens interrogés pensent que l'indépendance des organes de gestion, notamment la CENI (Commission Electorale National Indépendante), et le mode opératoire du processus électoral n'est pas garantie. Cette majorité propose la mise en place d'organe dont les membres seraient nommés par les forces vives de la nation à travers un collège spécial et sur la base de qualification et de probité morale.

La présence des représentants de l'État

Avez-vous connaissance de la présence des représentants de l'État suivants ?



Appréciation sur la présence et la fourniture des services publics

> Le sentiment d'abandon de la population par l'État est partagé par 61% des personnes (24% hommes et 76% femmes) ayant participé à l'enquête. A Mopti et à Gao, les frustrations et la faible présence de l'État se mêlent à des considérations sociales, politiques et religieuses. Dans le même temps, 25% des personnes enquêtées estiment que la présence de l'État (54% hommes et 45¨% de femmes) est à l'origine des conflits et de l'insécurité.

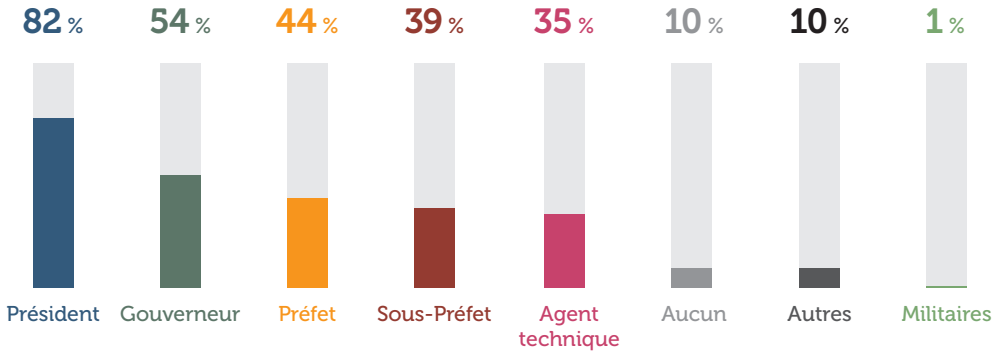
> Plus de la moitié des participants à l'enquête dans les régions de Mopti et de Sikasso perçoivent les actions des représentants de l'État, par l'exemple de celles des agents des Eaux et Forêts, comme des abus.

> Il ressort de l'enquête que le sentiment d'être abandonné par l'État malien n'est pas perçu de la même manière. Pendant que certains se plaignent de l'absence de l'État ou sa faible présence d'autres ne veulent plus de la présence de l'État dans leur localité (ou le retour des forces de sécurité). Enfin, un peu plus de 50% des enquêtés (45 % hommes et 54% femmes) estiment, dans les localités concernées, que les services sociaux de base ne sont pas bien fourni.

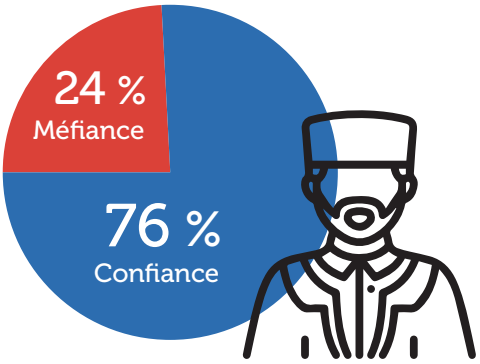
> S'agissant des questions liées au genre abordées au cours de l'enquête, il est ressorti que les femmes subissent au premier plan ce sentiment d'abandon. D'une part, marginalisées, elles sont très souvent victimes de violence et il n'y a pas de mécanisme de justice permettant de prendre en charge ces violences qui sont souvent commises.

Une grande confiance aux autorités surtout traditionnelles

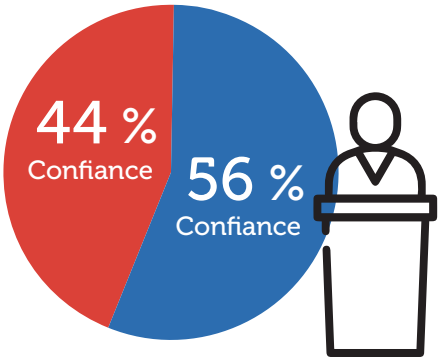
Accordez-vous votre confiance aux représentants de l'État suivants ?



Accordez-vous votre confiance aux autorités traditionnelles, aux élus et personnels des collectivités locales ?



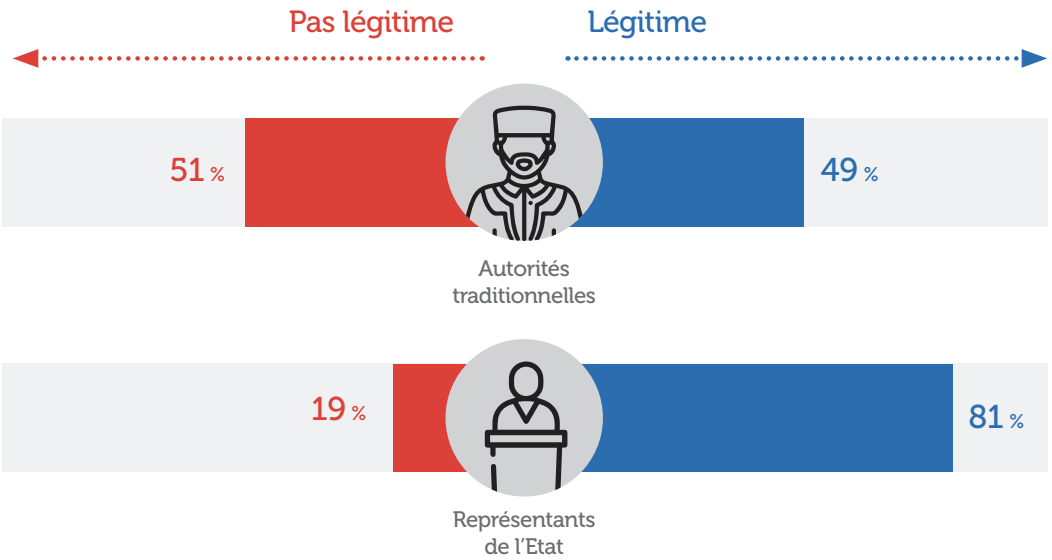
Autorités traditionnelles



Élus et personnels des collectivités locales

Bien qu'elles ont la confiance de la population, les institutions traditionnelles sont jugées moins légitimes que les représentants de l'Etat

Entre les représentants de l'Etat et les autorités traditionnelles, qui vous paraît plus légitime ?



03 L'utilité des pouvoirs publics

L'utilité des partis politiques ne fait pas l'unanimité auprès des répondants. Sur l'ensemble de la population des régions de Gao, Mopti, Sikasso et Bamako, 43% trouvent que les partis politiques sont utiles, 46% avancent le contraire, et 11% n'ont pas d'avis sur le sujet. Gao est la région où la part de la population qui juge les partis politiques utiles est la plus élevée (53%) et Sikasso est la région où elle est la plus basse (39%).

Les institutions modernes sont jugées plus utiles (61%) et plus adaptées (64%) que les institutions traditionnelles malgré la confiance accordée aux institutions traditionnelles. Les raisons avancées par la population sont :

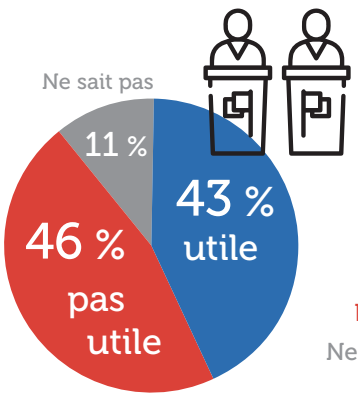
> Une meilleure structuration des institutions modernes

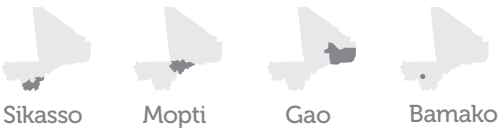
> Une plus grande crédibilité des institutions modernes au niveau international

> Une plus grande utilité sur le plan administratif des institutions modernes.

La question de l'utilité des partis politiques est clivante

Trouvez-vous que les partis politiques sont ... ?

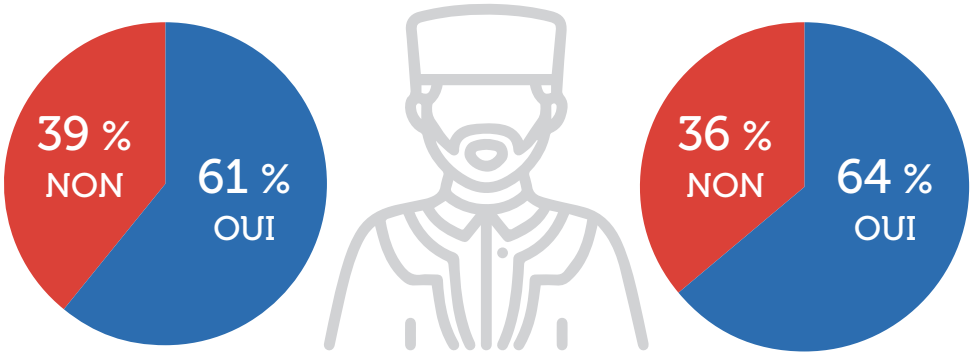




	Sikasso	Mopti	Gao	Bamako
Utile	39 %	41 %	53 %	44 %
Pas utile	47 %	55 %	31 %	49 %
Ne sait pas	14 %	4 %	16 %	8 %

L'utilité et l'adéquation des institutions traditionnelles

Pensez-vous que les institutions traditionnelles vous sont plus utiles et adaptées que les institutions modernes ?



Plus utiles

Plus adaptées

	Sikasso	Mopti	Gao	Bamako
Utile	42 %	47 %	40 %	31 %
Pas utile	58 %	53 %	60 %	69 %
Adaptées	36 %	38 %	44 %	30 %
Pas adaptées	64 %	62 %	56 %	70 %

Utilité

Pour

« Les institutions traditionnelles sont en contact avec nous alors que les institutions modernes ne se soucient pas de nous »
Homme, 25-29 ans, Sikasso

« Parce qu'elles (institutions traditionnelles) sauvegardent la dignité et l'intégrité »
Femme, 25-29 ans, Gao

Contre

« Parce que les autorités modernes sont plus structurées »
Homme, 30-39 ans, Bamako

« Ils ne règlent pas des dossiers administratifs »
Femme, 40-49 ans Bamako

Adéquation

Contre

« Les institutions modernes présentent plus de nouvelles choses et de flexibilité »
Homme, 25-29 ans, Sikasso

« Les autorités traditionnelles manquent d'instruction »
Homme, 30-39 ans, Bamako

« Le traditionnel n'est pas légitime au niveau international »
Femme, 25-29 ans, Sikasso

La perception sur le rôle et l'utilité de l'Etat

> L'inégale distribution des services sociaux de base sur le territoire national est déplorée comme une injustice sociale dont les principales victimes sont les populations rurales.

> L'absence d'une politique nationale de priorisation de l'éducation et de l'enseignement, prenant en compte leur adéquation avec les besoins évolutifs du marché de l'emploi, est perçue par des intervenants comme un sérieux danger pour l'avenir économique et social du Mali.

> La corruption au sein de l'administration publique et le manque de redevabilité des dirigeants envers les citoyens sont mis en exergue au rang des obstacles majeurs au processus de développement national et à la consolidation de la cohésion nationale.

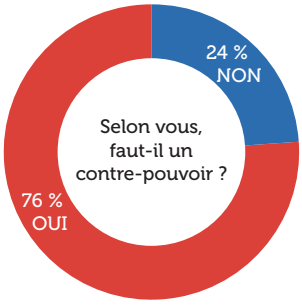
> Le faible investissement pour la modernisation des domaines de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, de l'art et du tourisme constitue un véritable manque à gagner pour ce pays qui regorge d'énormes potentialités en la matière.

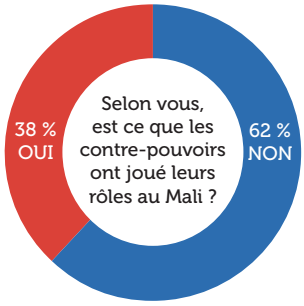
04 L'équilibre des pouvoirs

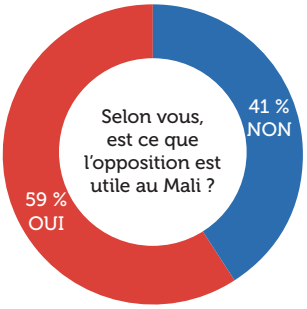
La majorité de la population des régions de Gao, Mopti, Sikasso et Bamako juge les contre-pouvoirs (76%) et l'opposition (59%) utiles. Cependant, elle pense que les contre-pouvoirs n'ont pas joué leurs rôles au Mali (62%).

La société civile est majoritairement indiquée comme organe de contrôle du pouvoir (74%) ; suivie par l'Assemblée Nationale (57%), le Bureau du Vérificateur Général (53%) et la Section des comptes de la Cour Suprême (52%). Cela devrait se faire par le contrôle interne (50%), l'interpellation (35%) et la dénonciation (13%).

Utilité des contre pouvoirs



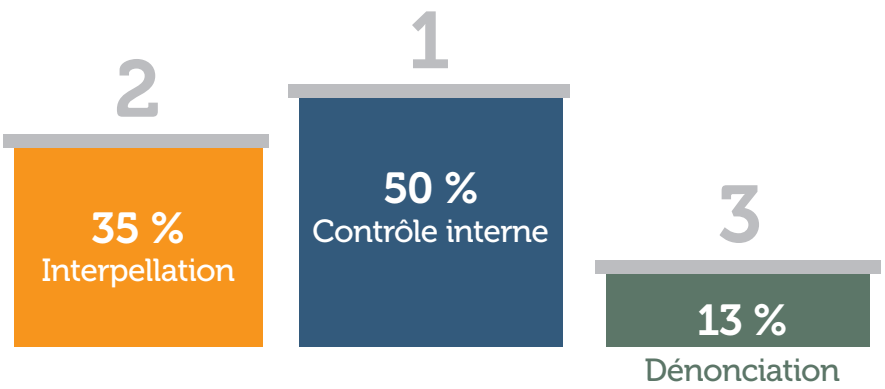




Mécanismes et types de contre-pouvoir

Selon vous, qui doit contrôler l'exercice du pouvoir ?

Selon vous, quel est le mécanisme qui permet de mieux contrôler l'exercice du pouvoir ?



Perceptions sur les contre pouvoirs

> 77% des citoyens rencontrés estiment que le président de la République a trop de pouvoir et exerce une influence sur les autres institutions à l'exemple de l'Assemblée nationale. Les pouvoirs du président pour cette partie de l'opinion ont un impact sur les pouvoirs législatif et judiciaire et altère le fonctionnement de la démocratie. Pour moins de 15% de l'opinion, le président doit détenir ces pouvoirs en tant que clé de voûte des institutions. Elle estime que traditionnellement, le président de la République est le « Fama » et donc doit incarner la toute puissance de l'Etat.
Plus de la moitié (60%) des personnes rencontrées estiment que l'Assemblée nationale au Mali n'a pas joué son rôle de contrôle de l'exécutif et que cela constitue une des causes de l'instabilité institutionnelle au Mali.

>70% des citoyens rencontrés proposent de réduire les pouvoirs du président de la République sur les pouvoirs judiciaire et législatif, notamment en lui retirant la présidence du conseil supérieur de la magistrature et le pouvoir discrétionnaire relatif à la nomination du président de l'Assemblée nationale.

>23% de l'opinion estiment, dans le cadre du respect du principe de la séparation du pouvoir, qu'il faut créer une autorité de justice totalement indépendante du pouvoir exécutif autrement dit qu'elle soit indépendante dans tout son fonctionnement (Budget, recrutement des ressources humaines etc.) ;

> Une bonne partie de l'opinion (56%) proposent d'encadrer le fait majoritaire à travers un changement dans les modes de désignation des membres des institutions (Cour constitutionnelle et Cour suprême) afin de les rendre pleinement indépendantes du pouvoir exécutif.

05 La diversité

La diversité est jugée utile (85%) par la population des régions de Gao, Mopti, Sikasso et Bamako. Elle pense que les diversités linguistique (80%), culturelle (82%), économique (88%) et religieuse (77%) doivent être prises en compte dans les institutions maliennes.

La gestion de la diversité au Mali

> Sur la question religieuse, plus de 80% des citoyens rencontrés estiment que la laïcité au Mali est une garantie de la liberté de culte et qu'elle devrait être préservée. Environ 10% pensent que le pays devrait prendre l'exemple de la Mauritanie en adoptant une République islamique tout en adaptant la législation au contexte malien.

> Une grande majorité (76%) estiment que les considérations culturelles fondées sur les classes sociales ancestrales faisant de certains Maliens des esclaves au 21ème siècle sont injustes et doivent faire l'objet d'un encadrement juridique.

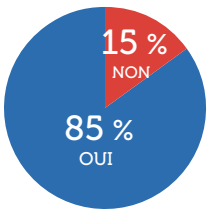
> 97% des citoyens rencontrés proposent de renforcer le rôle des autorités traditionnelles et coutumières dans la gestion et la conduite de l'action publique au niveau local afin de prendre en compte les aspects culturels dans les politiques publiques.

> Pour garantir l'expression plurielle et faire ressortir la diversité culturelle du pays, 46% des personnes rencontrées estiment qu'il faut créer une émission sur les chaines nationales pour vulgariser les textes dans les langues nationales et renforcer l'appropriation nationale de ce qu'est le Mali dans sa vastitude et sa diversité.

> Une partie de l'opinion (30%) pense qu'il faut trouver un référentiel c'est à dire une personnalité capable de fédérer les maliens et maliennes dans les situations de conflits à l'exemple du Moro Naba au Burkina Faso.

La diversité est jugée utile et à prendre en compte

Selon vous, est-ce que la diversité est utile ?



Dans nos institutions, pensez-vous qu'on devrait tenir compte de la diversité :

	OUI	NON
LINGUISTIQUE	80 %	20 %
CULTURELLE	82 %	18 %
ÉCONOMIQUE	88 %	12 %
RELIGIEUSE	77 %	23 %

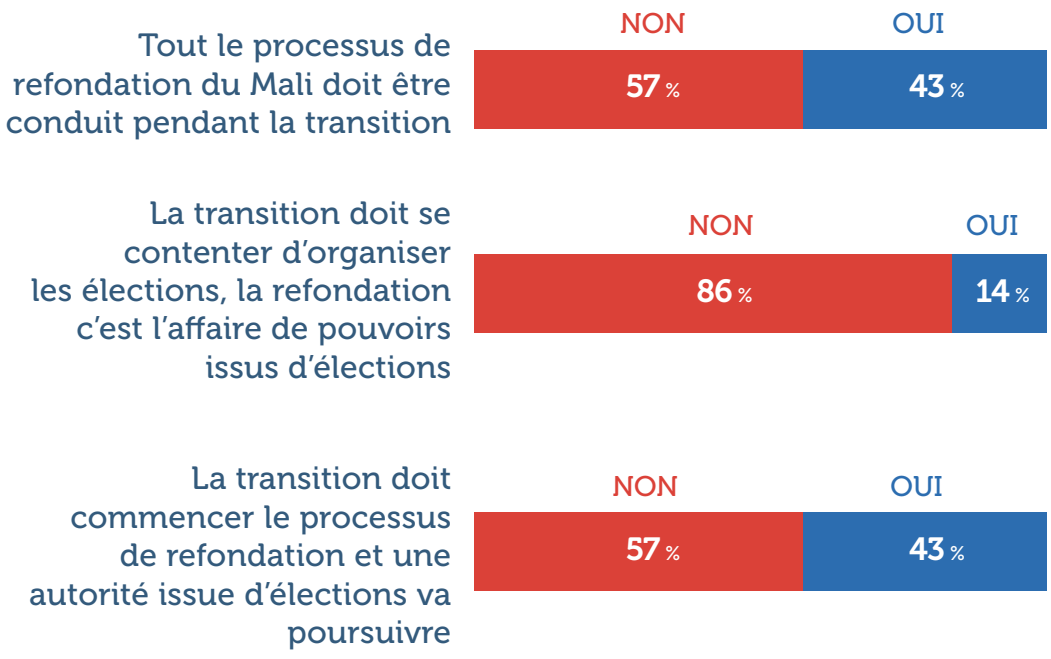
06 Le processus de refondation

La population des régions de Gao, Mopti, Sikasso et Bamako n'est pas d'accord que «la transition doit se contenter d'organiser les élections, la refondation c'est l'affaire de pouvoirs issus d'élections» (86%).

Les attentes, au niveau de la population des régions de Gao, Mopti, Sikasso et Bamako, sur la refondation touchent l'ensemble des réformes ; notamment les réformes sociales (changement de comportement (89%), les réformes électorales (77%) et les réformes des institutions (70%).

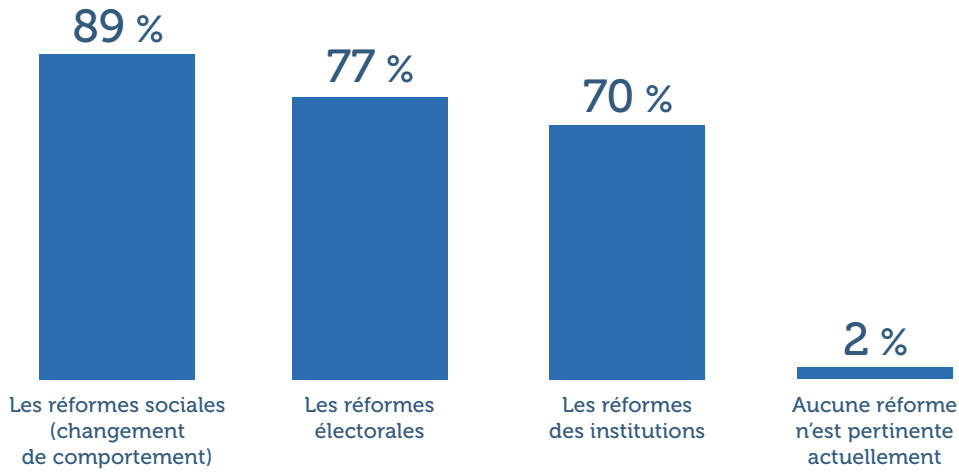
Pour garantir la tenue d'élections démocratiques et apaisées à l'issue de la transition, la population des régions de Gao, Mopti, Sikasso et Bamako pense majoritairement qu'il faut «créer un consensus autour de la question électorale» (67%). Le respect des délais n'est conseillé que par 14%.

Pensez-vous que ... ?

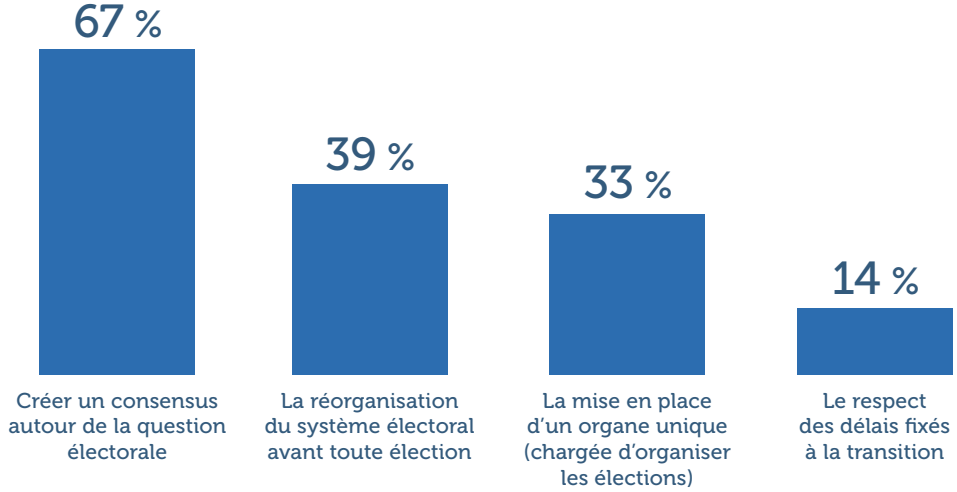


Refondation et perspectives

Selon vous, que faut-il améliorer pour que le processus de refondation en cours au Mali puisse satisfaire les aspirations des Maliennes et Maliens ?



Que conseillerez-vous pour la tenue des élections démocratiques et apaisées à l'issue de la transition en cours au Mali ?



Annexes

Méthodologie

Type d'étude	Etude quantitative
Couverture géographique	Bamako, Mopti, Gao et Sikasso
Cible	Population de plus de 18 ans des zones cibles
Mode de recueil	Recherche qualitative : 360 personnes ont été interrogées, lors d'entretiens individuels, d'entretiens téléphoniques pour les zones inaccessibles pour des raisons de sécurité et de discussions de groupes, utilisant un guide d'entretien. Sondages: un échantillon, représentatif de la population des zones de Bamako, Mopti, Gao et Sikasso, de 418 personnes a été constitué selon la méthode des quotas par sexe et par région. Cette taille d'échantillon offre une marge d'incertitude de 5%. L'échantillon a été interrogé au téléphone par des enquêteurs formés à cet effet.
Analyse des données	Les données collectées sont analysées et restituées au moyen de compte rendu de discussions, d'analyse approfondies de graphiques et de visualisations.

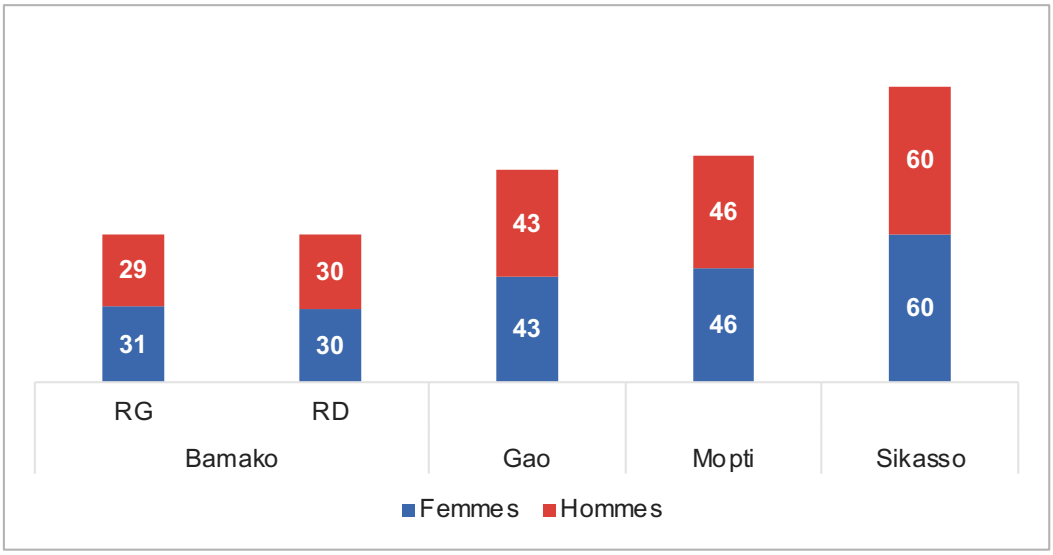
Echantillon sondage

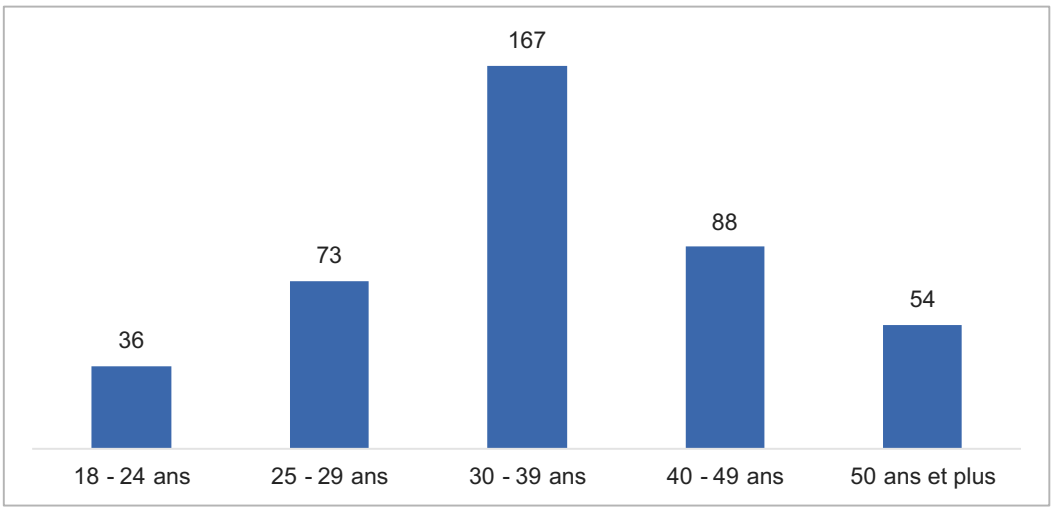
Région		Genre		Global
		Femmes	Hommes	
Bamako	RG	31	29	60
	RD	30	30	60
Gao		43	43	86
Mopti		46	46	92
Sikasso		60	60	120
Global		210	208	418

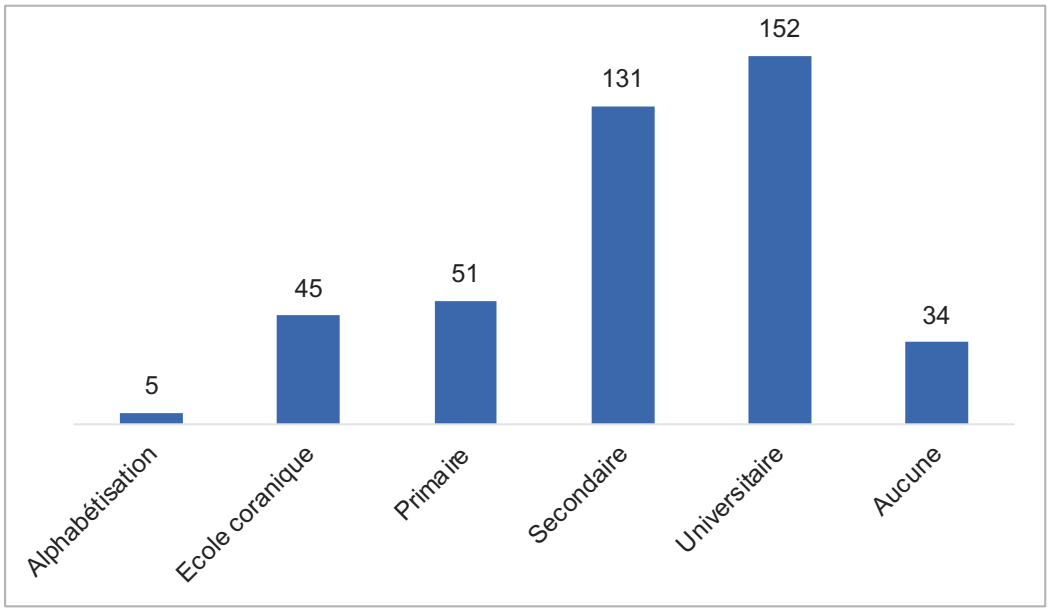
$$n = \left\lfloor p(1-p)t_a^2 \right\rfloor / d^2$$

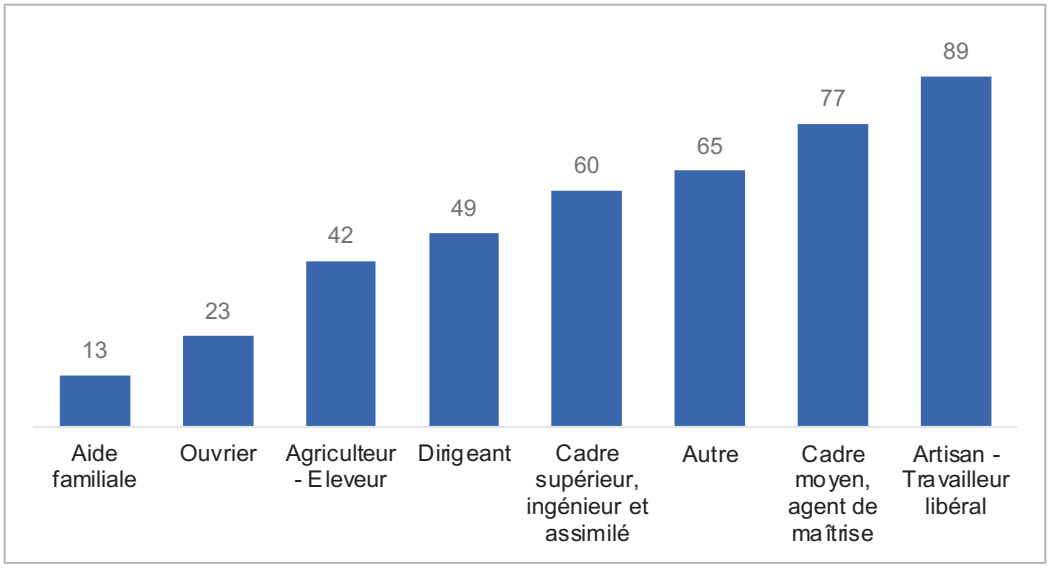
Formule de calcul de la taille de l'échantillon avec les paramètres suivants :
p = 50 % ta = 1,282 d = 5 %

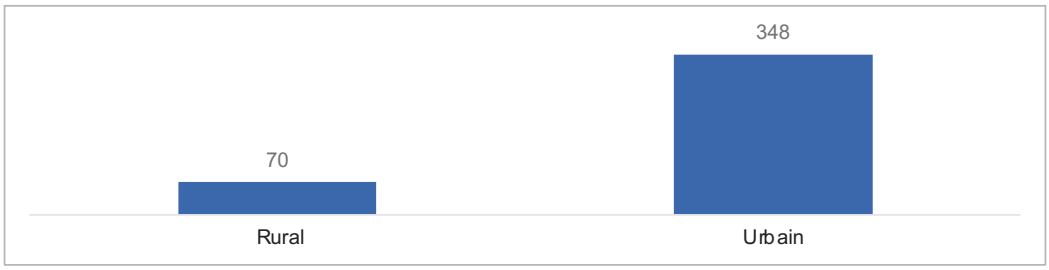
631 appels effectués en total











14 % des répondants sont dans un parti politique

Sondage réalisé par

ACI 2000 Près du monument de l'obélisque
Bamako, MALI

contact@doniya-conseil.com
+223 76 21 41 41 / 76 93 92 53
www.doniya-conseil.com

Les images de ce rapport sont fournies par Ousmane «Makaveli» Traoré.

« Ce qui se produit après la tenue des élections est la partie
la plus difficile dans la démocratie en Afrique.
L'espace politique doit être protégé afin que les opinions différentes
puissent être entendues au sein d'un discours pluraliste.
La démocratie doit aussi délivrer une gouvernance
redevable et inclusive qui améliore la vie de ses citoyens. »

Koffi Annan

OCGS
Observatoire Citoyen sur la Gouvernance et la Sécurité

Netherlands Institute for
Multiparty Democracy
Institut Néerlandais pour la Démocratie Multipartite